



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 7 mai 2026**

**Nos réf. : SHM/FM/MI n° 26 - 135**

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 01 avril 2026

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CLAS GALVAPLAST**

9, rue de la Fontaine  
52320 FRONCLES

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01 avril 2026 l'établissement CLAS GALVAPLAST implanté 9, rue de la Fontaine - 52320 FRONCLES. L'inspection a été annoncée le 26 février 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cette visite a aussi permis d'effectuer un point sur les dispositifs de détection de gaz du fait de l'utilisation d'ammoniac sur le site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLAS GALVAPLAST
- 9, rue de la Fontaine - 52320 FRONCLES
- Code AIOT : 0005701247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLAS GALVAPLAST est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface sur matières plastiques (ABS, polypropylène...). Les pièces traitées concernent principalement deux secteurs d'activités : la parfumerie et l'électroménager.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 6  | Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration | Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.3.9  | Demande d'action corrective  |                       |
| 7  | Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales     | Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.3.13 | Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires   |                       |
| 10 | Détection Ammoniac – entretien                                  | Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.12.2 | Demande d'action corrective  |                       |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                           | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1  | Activités autorisées  | Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, article 2       | Sans objet        |
| 2  | Origine des approvisionnements en eau                             | Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, article 3       | Sans objet        |
| 3  | Conduits et installations raccordées                              | Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.2   | Sans objet        |
| 4  | Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.4   | Sans objet        |
| 5  | Quantités maximales rejetées<br>Rejets atmosphériques             | Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.5   | Sans objet        |
| 8  | Détection Ammoniac<br>Implantation                                | Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2 | Sans objet        |
| 9  | Détection Ammoniac<br>Détection                                   | Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2 | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats effectués lors de la présente visite ont permis de constater les non-conformités suivantes :

- dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) pour le paramètre Azote global sur le rejet d'eaux résiduaires en décembre 2025
- absence de suivi du respect des VLE sur les rejets d'eaux pluviales
- périodicité de vérification des dispositifs de détection de gaz non respectée.

Concernant le dépassement de la VLE sur le paramètre Azote global dans les eaux résiduaires, l'exploitant ayant débuté une analyse de cause, l'inspection des installations classées demande que cette analyse soit poursuivie dans le but de mettre en place des mesures permettant d'éviter de nouveaux dépassements.

Concernant le suivi des rejets d'eaux pluviales, comme constaté lors de la visite et à l'étude des arrêtés préfectoraux encadrant l'activité du site, aucune périodicité n'est, à ce jour, indiquée. L'inspection des installations propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de prescrire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, une périodicité d'analyse annuelle pour le suivi des eaux pluviales du site.

Concernant la périodicité de vérification des dispositifs de détection de gaz, l'exploitant s'est engagé, lors des échanges, à modifier les pratiques internes afin de respecter la réglementation en vigueur, à savoir une vérification tous les 6 mois maximum. Ce point fera l'objet d'une attention particulière de l'inspection des installations classées lors des prochaines visites.

Lors de vérification post-visite de la situation administrative du site, l'inspection des installations classées a constaté qu'un décret de 2019 a modifié la nomenclature des ICPE et notamment la rubrique 2565 « Revêtement métallique ou traitement de surface quelconques par voie électrolytique ou chimique ». La modification de la nomenclature induit que le site passe du régime de l'autorisation au régime de l'enregistrement pour cette rubrique. L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'effectuer la mise à jour administrative du site par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Au vu des résultats des analyses sur les rejets atmosphériques transmis par l'exploitant et des faibles valeurs relevées, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à réaliser une étude sur les rejets réels de l'installation. Cette étude pourra utilement servir de base pour redéfinir le suivi des rejets et notamment la périodicité d'analyse.

Les autres points de contrôle n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activités autorisée

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, article 2 |  |   |            |
|--|--|---|------------|
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités ICPE autorisées        |  |   |            |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |  |   |            |
| Numéro de la rubrique  | Libellé de la rubrique   | Nature et volume des activités autorisées   | Classement |
| 2565-2a  | <b>Revêtement métallique ou traitement</b> (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) <b>de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique (...)</b> par des procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres | Volume des bains :<br>- ligne chimique : 20 600 l<br>- ligne électrolytique : 25 500 l<br>- ligne de finition : 7 900 l<br>- démétallisation : 4 900 l<br>soit un volume total de 58,9 m <sup>3</sup> | A          |
| 3260   | <b>Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup></b>  | Volume total des bains : 58,9 m <sup>3</sup>  | A          |
| 4110.2   | <b>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition</b> , à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br>2. Substances et mélanges liquides.<br>la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg<br><br><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i><br><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i>       | Produits :<br>- Finition bronze : 1,3 t<br>soit une quantité totale de 1,3 tonnes   | A          |

| Numéro de la rubrique | Libellé de la rubrique   | Nature et volume des activités autorisées  | Classement |
|-----------------------|--|--|------------|
| 4130.2                | <p><b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</b><br/> 2. Substances et mélanges liquides.<br/> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 tonnes</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i><br/> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>  | Produits :<br>- Enloy Ni : 0,025 t<br>- Chlorure de nickel : 0,5 t<br>- Finition nickel noir : 1,25 t<br>- Nickel électrolytique et rinçages morts : 10,8 t<br>soit une quantité totale de 12,575 tonnes     | A          |
| 4110.1<br>b           | <p><b>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition,</b> à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br/> 1. Substances et mélanges solides.<br/> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 tonne</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i><br/> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i></p> | Produits :<br>- Cyanure de potassium : 0,5 t<br>- Cyanure d'or et de potassium : 0,001 t<br>soit une quantité totale de 0,501 tonnes   | DC         |
| 4735.2<br>b           | <p><b>Ammoniac,</b> en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg<br/> la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 tonnes</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i><br/> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>  | Produits :<br>- Ammoniac > 25 % : 0,35 t<br>- Ammoniac : 0,176<br>soit une quantité totale de 0,526 tonnes   | DC         |
| 4120.2<br>b           | <p><b>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</b><br/> 2. Substances et mélanges liquides.<br/> la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i><br/> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>                                       | Produits :<br>- Copper concentrate NU-100 : 0,14 t<br>- Attaque sulfochromique (et récupération) : 4,8 t<br>- Dépasseivation chromique et finition chrome : 3,9 t<br>soit une quantité totale de 8,84 tonnes | D          |

| Numéro de la rubrique | Libellé de la rubrique  | Nature et volume des activités autorisées   | Classement |
|-----------------------|---|---|------------|
| 4440.2                | <b>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3</b><br>la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 50 tonnes<br><br><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i><br><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>                            | Produits :<br>- Accelerator PM 964 : 0,8 t<br>- Acide chromique : 1,6 t<br>soit une quantité totale de 2,4 tonnes   | D          |
| 4510                  | <b>Substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1,</b><br>la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes<br><br><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i><br><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> | Produits :<br>- Enloy Tin salt : 0,006 t<br>- Chlorure d'étain anhy : 0,001 t<br>- Sulfate de cuivre 5H <sub>2</sub> O : 1,1 t<br>- Sulfate de nickel 6H <sub>2</sub> O : 1,3 t<br>- Hypochlorite de soude : 1,3 t<br>- Nickel chimique : 3,6 t<br>soit une quantité totale de 7,307 tonnes                           | NC         |
| 4511                  | <b>Substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2,</b><br>la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes<br><br><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i><br><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i>           | Produits :<br>- Demetal Tel A : 0,06 t<br>- Demetinox : 0,01 t<br>- Cumac Optima Brightener : 0,23 t<br>- Cumac Optima Leveller : 0,2 t<br>- Cumac Optima Make-up : 0,45 t<br>- Piposit PM980-R nickel replenisher : 1,1 t<br>- Piposit PM980-S nickel replenisher : 0,9 t<br>soit une quantité totale de 2,95 tonnes | NC         |
| 4717                  | <b>Plombs alkyls</b><br>la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 kg<br><br><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i><br><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i>   | Plomb et alliages de plomb :<br>0,25 t  | NC         |

| Numéro de la rubrique  | Libellé de la rubrique   | Nature et volume des activités autorisées | Classement |
|--|--|---|------------|
| 4734-2   | <p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> : essences et naphthas, gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd, (...)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 tonnes</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</i><br/> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</i></p> | Cuve de fioul : 5 t                       | NC         |
| <p>A (Autorisation) - E (Enregistrement) - D (Déclaration) - NC (Non Classé)</p> <p>DC (Déclaration soumise à Contrôle périodique : sans objet dans le cas d'un site soumis à autorisation)</p> <p>Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées</p>   |  |   |            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que l'installation n'a pas subi de modification depuis la mise à jour de 2018.</p> <p>Suite à une vérification post-visite, l'inspection des installations classées a constaté que la rubrique 2565 « Revêtement métallique ou traitement de surface quelconques par voie électrolytique ou chimique » a été modifiée par le décret n° 2019-292 du 09 avril 2019.</p> <p>D'après les modifications apportées par ce décret, le site est désormais classé sous le régime de l'enregistrement pour cette rubrique.</p> <p>Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre à jour la situation administrative du site pour voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> |  |   |            |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |  |   |            |

## N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2018, article 3   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La consommation d'eau industrielle maximale journalière est de 400 m<sup>3</sup>/j. La consommation annuelle moyenne totale est de 90 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un compteur global sur la consommation d'eau potable du site à relever annuellement</li> <li>- compteur d'eau consommée pour les seuls usages industriels, à relever quotidiennement.</li> </ul> |



Si l'exploitant a ponctuellement recours au forage de la rue de la Fontaine, alors il effectue également un relevé quotidien des consommations d'eau correspondantes.  
Ces résultats sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

En séance, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que le site dispose de deux sources d'alimentation en eau : le Puits de la Fontaine et le réseau d'adduction de la commune.  
L'exploitant indique que chaque source d'alimentation dispose de son propre compteur.  
L'exploitant précise que le puits de la Fontaine n'a pas été utilisé en 2025.

L'exploitant indique que la consommation d'eau pour l'année 2025 est de 21 249 m<sup>3</sup>.  
Après vérification post-visite, cette valeur correspond à la déclaration Gerep effectuée par l'exploitant.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Conduits et installations raccordées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Listing des émissaires atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

| N° de conduit | Installations raccordées   | Type de rejets principaux | Traitement éventuel |
|---------------|--|---------------------------|---------------------|
| 1             | Extraction à la source des lignes de traitements de surfaces                 | Cuivre et acides          | --                  |
| 2             |  | Nickel et acides          | --                  |
| 3             |  | acides                    | --                  |
| 4             | Ventilation générale + chaîne de démétallisation + chaîne de nickel chimique | nickel et bases ammoniac  | Laveur de gaz       |
| 5             | Chaudière 237 kW alimentée au fuel domestique                                |                           | --                  |

**Constats :**

En séance, l'exploitant confirme que l'installation n'a pas été modifiée et que les émissaires atmosphériques sont ceux présents dans le tableau présent dans l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 3371 du 18 décembre 2007.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant calculés comme à l'article précédent.

Les valeurs limites s'imposent à des valeurs moyennes journalières ; dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

| Paramètres                   | Concentrations limites<br>en mg/Nm <sup>3</sup><br>Conduits n° 1 - 2 - 3 | Concentrations limites<br>en mg/Nm <sup>3</sup><br>Conduit n° 4 |
|------------------------------|--|---|
| Acidité totale exprimée en H | 0,1  | 0,1   |
| Alcalins exprimés en OH      | 10   | 10  |
| Cr total                     | 1  | 1   |
| Cr VI                        | 0,005  | 0,005   |
| Ni                           | 0,02   | 0,1   |
| CN                           | 1  | 1   |
| NH3                          | 10   | 30  |
| H2SO4                        | 5  | -   |
| Hcl                          | 2  | -   |

**Constats :**

En séance, l'exploitant présente le rapport des analyses effectuées en mars 2025 sur les émissaires atmosphériques du site. Par sondage, le respect des VLE est vérifié. Aucun dépassement n'est constaté.

Par courriel du 02 avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse. Dans le détail, les résultats sont les suivants :

| Paramètres                | Concentrations limites en mg/Nm <sup>3</sup> |           |           |           |
|---------------------------|--|-----------|-----------|-----------|
|                           | Conduit 1                                    | Conduit 2 | Conduit 3 | Conduit 4 |
| Acidité totale (H)        | < 0,022                                      | < 0,025   | < 0,025   | < 0,032   |
| Alcalins (OH)             | < 0,377                                      | < 0,428   | < 0,427   | < 0,542   |
| Chrome total (Cr)         | 0,0123                                       | 0,0133    | 0,0047    | 0,0182    |
| Chrome VI                 | < 0,0036                                     | < 0,0035  | < 0,0036  | < 0,0033  |
| Nickel (Ni)               | 0,0232                                       | 0,0141    | 0,0085    | 0,0188    |
| Cyanure (CN)              | 0,006  | 0,008     | < 0,005   | 0,009     |
| Ammoniac (NH3)            | < 0,081                                      | < 0,098   | < 0,093   | < 0,104   |
| Acide Sulfurique (H2SO4)  | < 0,347                                      | < 0,361   | < 0,405   |           |
| Acide Chlorhydrique (HCl) | < 0,268                                      | < 0,279   | < 0,312   |           |

Le paramètre Nickel indique un léger dépassement de la VLE (0,0232 mg/Nm<sup>3</sup> pour 0,02 mg/Nm<sup>3</sup>) mais la conclusion de l'organisme agréé est la suivante :

« Des écarts ont été constatés mais compte tenu des faibles teneurs mesurées par rapport aux valeurs limites, cela n'a pas d'incidence sur le jugement de conformité. »

L'inspection des installations classées prend note de cette conclusion et informe l'exploitant que les rejets atmosphériques de l'installation feront l'objet d'un suivi particulier lors des prochaines visites d'inspection afin de vérifier le respect des VLE.

Compte tenu des valeurs fournies dans les analyses réalisées par un organisme agréé, et des valeurs relativement faibles par rapport aux VLE autorisées, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à réaliser une étude sur les rejets réels de l'installation. Cette étude pourra utilement servir de base pour redéfinir le suivi des rejets et notamment la périodicité d'analyse.

Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Quantités maximales rejetées – Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Quantités maximales rejetées – Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Les quantités de polluants rejetées dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

| Flux                         | Par conduit N° 1 – 2 – 3 |      |       | Conduit N° 4 |      |       | Émissions totales |       |       |
|------------------------------|--------------------------|------|-------|--------------|------|-------|-------------------|-------|-------|
|                              | g/h                      | g/j  | kg/an | g/h          | g/j  | kg/an | g/h               | g/j   | kg/an |
| Acidité totale exprimée en H | 1,1                      | 15,4 | 3,85  | 0,5          | 7    | 1,8   | 3,8               | 53    | 13    |
| Alcalins exprimés en OH      | 110                      | 1540 | 385   | 52           | 728  | 182   | 382               | 5348  | 1337  |
| Cr total                     | 11                       | 154  | 38,5  | 5,2          | 72,8 | 18,2  | 38                | 534   | 133   |
| Cr VI                        | 0,05                     | 0,77 | 0,19  | 0,026        | 0,36 | 0,09  | 0,17              | 2,67  | 0,66  |
| Ni                           | 0,22                     | 3,08 | 0,77  | 0,5          | 7    | 1,8   | 0,72              | 10,08 | 2,57  |
| CN                           | 11                       | 154  | 38,5  | 5,2          | 72,8 | 18,2  | 38,2              | 534   | 133   |
| NH3                          | 110                      | 1540 | 385   | 156          | 2184 | 546   | 486               | 6804  | 1700  |
| H2SO4                        | 55                       | 770  | 186   | -            | -    | -     |                   |       |       |
| Hcl                          | 22                       | 308  | 77    | -            | -    | -     |                   |       |       |

**Constats :**

En séance, l'exploitant présente le rapport des analyses effectuées en mars 2025 sur les émissaires atmosphériques du site. Par sondage, le respect des VLE est vérifié. Aucun dépassement n'est constaté.

Par courriel du 02 avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse. Dans le détail, les résultats sont les suivants :

| Paramètres                | Flux limites en g/h |           |           |           |
|---------------------------|---------------------|-----------|-----------|-----------|
|                           | Conduit 1           | Conduit 2 | Conduit 3 | Conduit 4 |
| Acidité totale (H)        | < 0,05              | < 0,06    | < 0,06    | < 0,18    |
| Alcalins (OH)             | < 0,91              | < 1,03    | < 1,03    | < 3,07    |
| Chrome total (Cr)         | 0,030               | 0,032     | 0,011     | 0,103     |
| Chrome VI                 | < 0,009             | < 0,008   | < 0,009   | < 0,019   |
| Nickel (Ni)               | < 0,056             | 0,034     | 0,020     | 0,106     |
| Cyanure (CN)              | 0,014               | 0,019     | < 0,01    | 0,051     |
| Ammoniac (NH3)            | < 0,20              | < 0,24    | < 0,22    | < 0,59    |
| Acide Sulfurique (H2SO4)  | < 0,84              | < 0,87    | < 0,97    |           |
| Acide Chlorhydrique (HCl) | < 0,65              | < 0,67    | < 0,75    |           |

Compte tenu des valeurs fournies dans les analyses réalisées par un organisme agréé, et des valeurs relativement faibles par rapport aux VLE autorisées, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à réaliser une étude sur les rejets réels de l'installation. Cette étude pourra utilement servir de base pour redéfinir le suivi des rejets et notamment la périodicité d'analyse.

Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque de la part de l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.3.9**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

| Débit de référence | Maximum journalier : 350 m <sup>3</sup> /j |                                |
|--------------------|--|--------------------------------|
| Paramètre          | Concentration moyenne journalière (mg/l)   | Flux maximal journalier (kg/j) |
| MES                | 30   | 10,5                           |
| DCO                | 300  | 105                            |
| P total            | 10   | 3,5                            |
| Nitrites           | 20   | 8                              |
| Azote global       | 50   | 17,5                           |
| cyanure            | 0,1  | 0,035                          |
| Chrome hexavalent  | 0,1  | 0,035                          |
| Chrome total       | 2  | 0,7                            |
| Nickel             | 2  | 0,7                            |
| Cuivre             | 2  | 0,8                            |

Dans le cas de prélèvement instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

**Constats :**

En séance, l'exploitant présente les résultats pour l'année 2025 et le début de l'année 2026, par sondage le respect des VLE est vérifié. Aucun dépassement n'est constaté.

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que la station de traitement est agréée par l'agence de l'eau et qu'un audit annuel est réalisé. Le rapport d'audit pour l'année 2025 est présenté.

Par courriel du 02 avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le tableau de suivi des analyses pour l'année 2025. Après étude des données, quelques dépassements sont constatés :

- en avril et juin pour le paramètre Phosphore (10,3 mg/l et 10,5 mg/l pour une VLE à 10 mg/l), ces valeurs sont dans l'incertitude de mesure ( $\pm 8\%$ )
- en mai pour le paramètre Nickel (2,27 mg/l pour une VLE à 2 mg/l), après échange avec le prestataire, une seconde analyse a été réalisée et les résultats sont conformes (0,32 mg/l). La valeur de la seconde analyse est en cohérence avec les valeurs habituelles
- en décembre sur le paramètre Azote global (61,1 mg/l pour une VLE à 50 mg/l), l'exploitant a lancé une analyse de cause qui pour le moment ne suggère aucune piste sur ce dépassement.

Suite à la visite, l'inspection des installations classées a consulté les déclarations Gidaf pour les mois de janvier et février 2026. Elles ne montrent aucun dépassement.

Par courriel du 04 mai 2026 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats de l'analyse réalisée en mars 2026. Aucun dépassement des VLE n'est constaté.

Compte tenu de ces constats, l'inspection des installation classées demande à l'exploitant de poursuivre ces investigations sur les causes du dépassement en Azote global en décembre 2025 dans l'objectif de mettre en place des mesures pour éviter ce type d'évènement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installation classées demande à l'exploitant de poursuivre ces investigations sur les causes du dépassement en Azote global en décembre 2025 dans l'objectif de mettre en place des mesures pour éviter ce type d'évènement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2007, article 4.3.13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

| Paramètre                     | Concentration maximale moyenne sur une période de 2 h en mg/l |
|-------------------------------|---|
| MES                           | 35  |
| DBO                           | 30  |
| DCO                           | 125   |
| Hydrocarbures                 | 5   |
| Nickel                        | 0,5   |
| Chrome total                  | 0,5   |
| Cuivre                        | 0,5   |
| Total des 3 métaux (Ni Cr Cu) | 1   |
| Cyanure                       | 0,1   |

**Constats :**

En séance, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que le suivi des rejets d'eaux pluviales n'est pas réalisé. L'exploitant précise qu'aucune périodicité d'analyse n'est présente dans les différents arrêtés préfectoraux encadrant le site.

Après vérification, l'inspection des installations classées confirme l'absence de périodicité sur la réalisation des analyses sur les rejets d'eaux pluviales.

Compte tenu de ces constats, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser le suivi des rejets d'eaux pluviales pour s'assurer du respect des VLE prescrites dans l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral n° 3371 du 18 décembre 2007. La périodicité d'analyse est annuelle.

|   |
|---|
| <p>Dans le cadre de l'arrêté préfectoral proposé pour effectuer la mise à jour administrative du site, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne d'instaurer cette périodicité d'analyse.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser le suivi des rejets d'eaux pluviales pour s'assurer du respect des VLE prescrites dans l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral n° 3371 du 18 décembre 2007. La périodicité d'analyse est annuelle.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires</p>  |

#### N° 8 : Détection Ammoniac – implantation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – implantation</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant indique que le stockage (1 bouteille) et l'utilisation d'ammoniac sont réalisés au même endroit. Un seul détecteur est donc installé sur site.</p> <p>En complément, l'exploitant indique que la bouteille en cours d'utilisation est fermée manuellement chaque fin de journée.</p> <p>L'implantation du détecteur est conforme à la réglementation.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 9 : Détection Ammoniac – Détection

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – détection et seuil</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p> <p>L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> </ul> |

|   |
|---|
| <p>- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant indique que le seuil de détection est fixé à 200 ppm, valeur très inférieure au seuil de détection réglementaire. En cas de dépassement de ce seuil, le déclenchement de l'alarme sonore et visuelle est activé.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>                             |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 10 : Détection Ammoniac – Entretien

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 2.12.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – entretien</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle de l'ensemble de l'installation, en s'assurant qu'il intègre un contrôle visuel de la présence et du bon état de tous les équipements de sécurité (jauge, détecteur de niveau, soupapes, clapet antiretour, dispositif limitant le débit, vannes automatiques et manuelles) et un test de bon fonctionnement de la chaîne de mise en sécurité automatique sur détection d'ammoniac. La fréquence de contrôle est inférieure à six mois. Les dispositifs de détection de niveau et la chaîne de sécurité associée sont vérifiés suivant les préconisations du fabricant, à chaque ouverture du récipient fixe et au minimum tous les dix ans. Chaque contrôle donne lieu à un rapport écrit, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que la vérification du système de détection est réalisée en interne par un membre du personnel formé.</p> <p>L'exploitant indique que la vérification est réalisée chaque année.</p> <p>Après échange sur la périodicité de vérification, compte tenu de la réglementation en vigueur (fréquence de contrôle inférieure à six mois) et de la présence d'un seul système de détection, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que la périodicité de vérification va être modifiée pour passer à 6 mois.</p> <p>L'inspection des installations classées prend note de cette modification et informe l'exploitant que le respect de la périodicité de vérification du système de détection fera l'objet d'une attention particulière lors des prochaines visites d'inspection.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la mise en place d'une vérification tous les 6 mois du système de détection conformément aux engagements pris lors de la visite d'inspection.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |